FICHE DE POSTE

Date de mise à jour : 10/10/2025 CMC

I – DEFINITION DU POSTE

1 SERVICE : Contrôle des dépenses engagées

2 LIBELLE DU POSTE : Juriste - Chargé(e) d'expertise et du contrôle des engagements

3 NIVEAU DE RESPONSABILITE : 4

4 CATEGORIE DE LA MAQUETTE FUTURE : A CATEGORIE DE LA MAQUETTE ACTUELLE : A

5 | FILIERE DE LA MAQUETTE FUTURE : FAF

6 IMPUTATION BUDGETAIRE :

PROGRAMME : 962 02 CODE POSTE : **PT0000434** CENTRE DE TRAVAIL : 301 PROGRAMME R.H : 961 01

7 LOCALISATION GEOGRAPHIQUE : IDV – TAHITI – Papeete - Immeuble Vaimoanatea 1^{er} étage

8 FINALITE / DESCRIPTIF SYNTHETIQUE (maximum 50 mots) :

L'agent contribue à la sécurisation juridique et à l'efficience de la dépense publique en apportant un appui technique à la décision, en vérifiant la conformité des propositions d'engagement, et en accompagnant l'évolution des pratiques et des textes encadrant la gestion budgétaire, comptable et financières.

9 EFFECTIFS ENCADRES A B C D Autres NOMBRES: Néant

10 SUPERIEUR HIERARCHIQUE DIRECT : Chef de la cellule « CDE - Fonctionnement »

11 MOYENS SPECIFIQUES LIES AU POSTE :

1 poste informatique comprenant les logiciels de bureautique « *Word* et *Excel* » et les progiciels de comptabilité et de secrétariat (*Poly-GF*, *MAARCH*, l'agenda partagé et les tableaux de bord)

12 CONTRAINTES ET AVANTAGES DU POSTE :

- Poste de travail organisé en « open-space » ;
- Volume et diversité des situations rencontrées ;
- Délais de traitement des dossiers souvent réduits ;
- Nécessité permanente de réorganiser son activité face aux urgences ;
- Nécessité de faire face aux agents de l'administration parfois impatients ;
- Grande disponibilité notamment pendant les périodes de clôture et d'exécution budgétaire et horaires particuliers ;
- Prime de sujétion.

13 1. Conseil et expertise réglementaire

- Fournir des avis juridiques sur l'application des dispositions réglementaires ayant une incidence financière
- Assurer une veille juridique et réglementaire, et diffuser les évolutions pertinentes auprès des agents.
- Contribuer à l'élaboration ou à l'adaptation des textes réglementaires en lien avec les missions de la cellule.
- Appuyer la hiérarchie dans l'analyse de dossiers complexes ou sensibles.

2-Contrôle juridique des engagements de dépenses

- Vérifier la conformité juridique et réglementaire des engagements de dépenses de fonctionnement.
- Délivrer un visa, assorti le cas échéant d'observations, ou motiver un refus.
- Participer à la définition, à la mise en œuvre et à l'actualisation des procédures de contrôle, en veillant à leur conformité avec les textes en vigueur.

3. Appui à la gestion de la cellule

- Assurer la formation et l'accompagnement juridique des agents de la cellule et des entités publiques sur les aspects juridiques et réglementaires des procédures d'engagement.
- Participer à la définition des objectifs, au suivi de l'activité et à l'évaluation des agents.
- Contribuer à l'amélioration continue des outils, des pratiques et de l'organisation de la cellule.

Participer à la rédaction du rapport d'activité et à la représentation de la cellule dans les instances de travail.					
14 ACTIVITES ANNEXES: Animer la plateforme "Ia ora na CDE" ou tout outil similaire de coordination et d'échange. Contribuer à la mise en place et à l'amélioration du dispositif de maîtrise des risques (contrôle interne).					
II – PROFIL PROFESSIONNEL					
15 CADRE D'EMPLOI : Attaché d'administration 16 SPECIALITE SOUHAITABLE : Droit					
S: Sensibilisation, A: Application; E: Expert					
17 COM	PETENCES	S	A	E	
Com	 Maitrise du droit public et privé Capacité d'analyse juridique Maîtrise du statut et de l'organisation administrative de la Polynésie française. Connaissance approfondie des textes réglementaires à incidence financière, notamment les dispositifs d'intervention, le code polynésien des marchés publics, les régimes juridiques des agents publics et non fonctionnaires, incluant le code du travail polynésien. 			X X X X	
	Maîtrise des procédures budgétaires et financières applicables aux entités publiques locales. Connaissance des outils informatiques : Poly-GF, Word, Excel. Détences relationnelles et organisationnelles Qualités de diplomatie, pédagogie, expression écrite et orale. Capacité à prioriser, définir et suivre des objectifs, avec rigueur et méthode. Aptitude à analyser les situations complexes, à réagir rapidement et à s'adapter. Autonomie dans la recherche réglementaire et la veille juridique.		X	X X X X X	
18 EXPERIENCE PROFESSIONNELLE SOUHAITEE : Un minimum de 2 ans dans un poste similaire et/ou un service à caractère financier					
19 FOR	19 FORMATION D'ADAPTATION OBLIGATOIRE :				
20 DUREE D'AFFECTATION SOUHAITABLE DANS LE POSTE : 3 ans minimum					

Le chef de service,

Date:

Signature:

L'agent,

Date:

Signature